

[La propagande des médias menteurs complètement démolie.](#)

<http://tinyurl.com/k8le8a9>



Bernard DESGAGNE

Chronique de Bernard Desgagné
mercredi 8 octobre



Le mur du mensonge vient de se lézarder sérieusement.

Pour la première fois en 20 ans, un média de masse réécrit l'histoire du génocide rwandais telle qu'elle aurait toujours dû être racontée. Le 1er octobre 2014, dans le cadre de son émission Panorama, la BBC a diffusé « Rwanda's Untold Story », un documentaire d'une heure réalisé par la journaliste vedette Jane Corbin. Ceux qui connaissent bien le dossier du Rwanda n'ont rien appris, car la plupart des informations que contient le documentaire circulent depuis longtemps. Certaines étaient même dans *Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali*, le livre de Robin Philpot. Candidat du PQ en 2007, ce courageux auteur a été trainé dans la boue par *Radio-Canada* et *La Presse* pour avoir écrit en 2003 ce que la BBC a fini par comprendre en 2014.

Pour ma part, j'ai déjà diffusé l'information contenue dans le documentaire au fil de nombreux articles à propos du Rwanda publiés depuis 2008. On les retrouve sur Vigile, dans le site du Québécois, dans le Huffington Post et dans plusieurs autres médias.

J'ai également communiqué cette information à des dizaines de journalistes de *Radio-Canada* ainsi qu'à des centaines de députés et de sénateurs du Parlement d'Ottawa et de l'Assemblée nationale à Québec, sans qu'aucun d'entre eux n'y donne suite autrement que de manière symbolique.

Finiront-ils par écouter maintenant que c'est la BBC qui parle ?



Le dictateur et tueur en série Paul Kagame est un grand ami du gouvernement d'Ottawa, comme le démontre cette photo où la souriante Michaëlle Jean, envoyée par Stephen Harper en 2010, lui transmet les respectueuses salutations du gouvernement conservateur. Cette amitié transcende les partis politiques fédéraux, puisque Kagame peut compter aussi, parmi les néodémocrates et les libéraux, sur de grands défenseurs de la mythologie officielle, par exemple, Paul Dewar et Irwin Cotler.

Stam, Davenport et les autres experts interdits à Radio-Canada.

« Ce que le monde croit et ce qui s'est vraiment passé sont deux choses très différentes », nous dit Allan Stam dans le documentaire, qui défait un à un quelques-uns des principaux mythes sur le génocide rwandais.

Premier constat : si l'on tient compte uniquement de l'année 1994 et si l'on se fie aux données fournies par l'ONU et le gouvernement de Kigali eux-mêmes, le nombre de Hutus tués est **quatre fois** plus élevé que le nombre de Tutsis.

Et si l'on calcule le nombre de personnes qui, entre 1990 et aujourd'hui, sur une période de 24 ans, ont été massacrées par les exterminateurs aux ordres de Paul Kagame ou qui sont mortes de faim ou de maladie en tentant de fuir, on arrive à un bilan similaire à celui de l'Holocauste, où l'immense majorité des victimes sont des Hutus ou d'autres populations bantoues. Les morts tutsis ne constituent même pas **5 %** du total.

Pourtant, les Tutsis exerçant aujourd'hui sans partage le pouvoir à Kigali sont les seuls qui ont le droit de pleurer leurs morts, selon Kagame et ses parrains occidentaux chaque année fausement contrits pour la galerie. Autour du 7 avril dernier encore, *Radio-Canada* nous a asséné des dizaines de fois que « **les Hutus ont tué les Tutsis au Rwanda** ».

Ses journalistes grassement rémunérés avec notre argent s'en sont donné à cœur joie dans le copier-coller des litanies habituelles et dans les entrevues avec des survivants spécialistes du parjure et de la comédie.

Jamais ces sinistres carriéristes n'ont mentionné en ondes les noms d'Allan Stam ou de son collègue Christian Davenport, que je leur ai pourtant indiqués à maintes reprises, depuis des années. Une courageuse journaliste de la BBC vient d'interrompre leur bal costumé. On pourrait réaliser un documentaire de 100 heures s'il fallait faire entendre tous les témoignages étayés de preuves photographiques et d'autres preuves matérielles que *Radio-Canada* occulte systématiquement au profit des caisses de résonance de Kagame. C'est pareil dans les autres grands médias québécois, à quelques rares exceptions près, dont celle du critique littéraire du *Devoir* Louis Cornellier, qui fait bande à part et dont je salue l'intégrité. Mais, tandis que les journalistes de *TVA* ont l'excuse de ne pas être capables de situer le Rwanda sur une carte de l'Afrique, ceux de *Radio-Canada* mentent souvent en toute connaissance de cause, surtout les grands « spécialistes » comme les mythomanes François Brousseau et Léo Kalinda, un sympathisant du FPR qui en aurait même été membre, à ce qu'on dit.

Bien que ce ne soit pas le cœur du propos, le documentaire de la BBC parle, au début, d'un « rétablissement remarquable » et de la prospérité retrouvée du Rwanda. Là-dessus, Jane Corbin aurait dû pousser son enquête un peu plus loin. Peut-on vraiment parler d'une réussite économique ?

En fait, Kigali n'est qu'une façade. Dans les campagnes, [la population crève](#). La moitié du budget de l'État vient de l'aide étrangère. Et le PIB était de 633 \$ par habitant en 2013. Le Rwanda est non seulement l'un des pays les plus pauvres au monde ; c'est aussi l'un des plus pauvres d'Afrique. Kagame est un dictateur impitoyable qui ne peut même pas prétendre avoir fait faire des gains matériels à son peuple. Il se contente d'emprisonner et de tuer ceux qui ne lui obéissent pas, tout en permettant à une petite clique de vivre dans l'opulence.

Les anciens du FPR traqués par Kagame parlent à la caméra

En plus de Stam et Davenport, Jane Corbin nous fait entendre plusieurs acteurs du drame rwandais dont le public de *Radio-Canada*, les yeux rivés sur les mensonges dont il est abreuvé tous les jours, ne connaît même pas l'existence.

Qui d'autre paraît dans le documentaire de la BBC ?

La journaliste Corbin fait appel notamment à deux témoins de taille, Théogène Rudasingwa et Kayumba Nyamwasa, respectivement ancien chef de cabinet de Kagame et ancien chef d'état-major de l'Armée patriotique rwandaise, qui ont tous les deux vu de l'intérieur les crimes de masse orchestrés par leur patron.

Nyamwasa ne mâche pas ses mots : « Kagame n'a jamais eu l'intention d'arrêter le génocide. Jamais. Son intention était de gagner la guerre pour accéder au pouvoir.

Que des gens meurent dans le génocide ou se fassent tuer était le cadet de ses soucis. [...]

Paul Kagame est sans l'ombre d'un doute [celui qui a fait abattre l'avion transportant les présidents du Rwanda et du Burundi, le 6 avril 1994]. Je suis bien placé pour le savoir, et il sait que je le suis. »

Kayumba Nyamwasa, qui est sous haute protection en Afrique du Sud, a fait l'objet de trois tentatives d'assassinat récentes, toutes commises par des hommes de main de Kagame. Son ami Patrick Karegeya, un autre ancien militaire du FPR ayant fait défection, n'a pas été aussi chanceux que lui. Il a été tué dans la nuit du 31 décembre 2013 au 1er janvier 2014. Nyamwasa a lui-même participé au complot pour commettre l'attentat du 6 avril 1994 et a dirigé les troupes de Kagame pendant qu'elles commettaient d'immenses massacres. Il est parfaitement au courant. Il affirme que Paul Kagame était pleinement conscient des conséquences aussi inéluctables que dramatiques qui devaient résulter de l'attentat : « Si nous sommes en pleine saison sèche et que vous jetez une allumette dans l'herbe, vous viendra-t-il à l'idée de penser que l'herbe ne brûlera pas ? »

Pas de planification du génocide

M. Nyamwasa dit par ailleurs être convaincu que le pouvoir hutu avait un plan d'extermination, mais s'il fait cette affirmation, c'est peut-être pour se dédouaner lui-même de l'horrible traque des Hutus à Goma et ailleurs en République démocratique du Congo, au cours des années 1996 et 1997. Le prétexte de cette traque était d'éliminer les « génocidaires ». N'en déplaise à M. Nyamwasa, le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) n'a jamais retrouvé l'ombre d'une preuve de planification du génocide, même après s'être acharné sur l'ancien pouvoir hutu pendant **19 ans**, avec un budget annuel qui, par exemple, était de 227 millions de dollars en 2010-2011.

Une partie de cet argent a été puisé dans les poches des contribuables canadiens. L'historien Bernard Lugan a bien démontré l'absence de planification dans son ouvrage *Rwanda — Un génocide en question* (Éditions du Rocher, 2014), où il s'appuie sur un bilan exhaustif des travaux du TPIR. Les massacres de Tutsis ont été spontanés et se sont terminés bien avant que le FPR ne s'empare du territoire, comme le précise Allan Stam.

La fureur a été déclenchée par l'attentat, véritable allumette que Kagame a jetée non pas dans de l'herbe sèche, mais plutôt dans une grosse poudrière créée par trois années et demie de souffrances infligées aux Hutus, qui avaient de très bonnes raisons pour être révoltés contre le FPR et ses partisans, essentiellement des Tutsis.

Comme l'explique le documentaire, la guerre et l'occupation du territoire par les tueurs de Kagame, à partir de septembre 1990, avaient donné lieu à des massacres de masse de la population civile hutue. Un million de réfugiés essentiellement hutus, chassés de leurs terres, s'étaient agglutinés autour de Kigali, dans des camps de la mort d'où l'on sortait une centaine de cadavres par jour, à cause des maladies et de la faim. De plus, un grand nombre de réfugiés en provenance du Burundi avaient afflué au Rwanda en 1993 pour fuir les massacres dont étaient victimes les Hutus dans ce pays, aux mains de l'armée et de civils tutsis. Voir leurs frères burundais ainsi persécutés ne fit rien pour rassurer les Hutus du Rwanda devant l'armée tutsie du FPR et le sadique Paul Kagame.

Lorsque l'avion transportant les deux présidents hutus fut abattu, les Hutus, déjà martyrisés, en vinrent à la conclusion que le FPR et ses partisans ne voudraient jamais de la démocratie, ce que confirment d'ailleurs le documentaire de la BBC ainsi que beaucoup de témoignages et de faits avérés. Pour Kagame, le pouvoir a toujours été au bout du fusil, et non dans les urnes. Certains Hutus, désespérés et fous de rage, prirent des machettes et décidèrent de tuer ceux qu'ils percevaient comme les responsables de leurs souffrances. Qu'on le qualifie de génocide ou non, le massacre des Tutsis, en avril 1994, n'était pas le résultat d'un plan diabolique du pouvoir hutu.

Il a sans doute été horrible, mais il a duré quelques jours seulement et était essentiellement terminé à la fin d'avril. Par comparaison, les massacres de Hutus et d'opposants politiques, eux, sont systématiques et bien organisés par le FPR.

Ils se sont étirés sur **24 ans**, jusqu'à aujourd'hui.

Ils se poursuivent encore, sous le regard indifférent ou complice des thuriféraires de Kagame et du public berné par eux.

Par ailleurs, en supposant qu'il y aurait eu malgré tout planification du génocide des Tutsis, il faudrait plutôt regarder du côté du FPR, surtout quand on sait que le chef de la milice Interahamwe était un Tutsi, Robert Kajuga, et qu'il était un agent du FPR selon Aloys Ruyenzi, un ancien membre de la garde rapprochée de Paul Kagame qui apparaît également dans le documentaire de la BBC. Il est possible qu'une minorité de jeunes Hutus révoltés aient été poussés à tuer des Tutsis par des manipulateurs à la solde de Kagame qui voulaient justement lui fabriquer un alibi en vue des massacres de Hutus qui allaient venir. Cette hypothèse reste à vérifier, mais elle est **plausible**.

Ottawa complice comme Londres

Le documentaire de la BBC traite bien entendu des accointances britanniques de Kagame, notamment Tony Blair, qui, comme son copain de Kigali, a refusé de donner son point de vue à Jane Corbin. Comment pourrait-il justifier l'injustifiable devant la caméra, de toute manière ? En avouant qu'il est un psychopathe ? Or, Ottawa est, comme Londres, un repaire de gens affairés à consolider le pouvoir tutsi absolutiste de Kigali. Le documentaire nomme une Canadienne, Louise Arbour, ancienne juge de la Cour suprême du Canada et ancienne procureure du TPIR. Mme Arbour n'a pas daigné rappeler la journaliste Corbin, elle non plus. Mieux vaut répondre aux questions uniquement quand elles sont posées par des journalistes à gages obéissants.

L'icône canadienne Arbour, présentée par les médias comme une grande philanthrope, a ordonné la fin des enquêtes sur l'attentat du 6 avril 1994 lorsque ses enquêteurs lui ont dit que toutes les pistes menaient au FPR et à Paul Kagame. Jim Lyons, qui était enquêteur à l'époque, en témoigne dans le documentaire de la BBC. Symbole de la relativité de la justice d'Ottawa, Louise Arbour est, de toute l'histoire du Canada, la seule juge de la Cour suprême à avoir démissionné de son poste avant la fin de son mandat. Rien de plus normal après avoir commis une faute d'une extrême gravité : corrompre une procédure judiciaire pour protéger le plus grand meurtrier de masse que la terre ait porté depuis Hitler. Jamais plus Mme Arbour ne réintègrera la magistrature, ni même le Barreau. On lui a trouvé une petite job peinarde à l'International Crisis Group, où elle se spécialise dans la propagande de guerre déguisée en travail humanitaire.

Évidemment, comment parler des relations d'Ottawa avec Kagame sans mentionner saint Dallaire, l'ex-sénateur aux neuf pilules et chouchou des émissions d'infodivertissement de *Radio-Canada* ? Il n'est pas question de lui dans le documentaire, car Jane Corbin lui a préféré un militaire plus crédible, le colonel Luc Marchal, qui n'est pas programmé pour raconter l'histoire convenue et qui déplaît donc souverainement à Radio-Canada et à Hollywood.

De son propre aveu, Roméo Dallaire est encore aujourd'hui un habitué de Kigali. Il fréquente assidument le FPR et n'hésite pas à se livrer à toutes les contorsions imaginables pour justifier en public les horreurs du régime de Kagame. Roméo Dallaire aime les vrais hommes qui savent résoudre les problèmes avec une mitrailleuse.

N'appelle-t-il pas encore constamment le gouvernement du Canada à déployer des troupes pour « éviter les génocides » ?

Au Mali, en Centrafrique et en Irak, l'ex-général voit partout des génocidaires qui méritent une sévère correction. Quand il était au Rwanda, Roméo Dallaire aidait le FPR et son ami Kagame à stocker des armes et à préparer la prise du pouvoir à l'abri des regards indiscrets de la communauté internationale. Les armes rentraient à la tonne, y compris les missiles sol-air qui allaient servir à abattre l'avion de Juvénal Habyarimana. C'est que, voyez-vous, il fallait être équipé pour mâter ceux qui allaient devenir des génocidaires, conformément au scénario écrit d'avance. Pour de plus amples renseignements sur ce grand héros canadien, j'invite les habitués de la propagande médiatique à lire « Saint Dallaire », la série de 6 articles que j'ai publiée en juin dans le Huffington Post.

Le comportement pro-Kagame d'Ottawa n'est pas seulement l'œuvre de quelques vedettes du génocide et de politiciens trop heureux de se draper dans la vertu en épousant publiquement la cause des détenteurs exclusifs du droit de pleurer ses morts.

Ottawa recèle également des juges profondément marqués par les fictions cinématographiques, des procureurs dévorés par leur ambition de devenir les nouveaux justiciers de Nuremberg ainsi que des fonctionnaires bien dressés par leurs collègues infiltrés du FPR, qui sont positionnés stratégiquement dans certains ministères canadiens. Tous ces gens généreusement rétribués déploient constamment des efforts considérables pour traquer les Hutus ciblés par Kigali. Ils leur font des simulacres de procès avec des faux témoignages secrets, comme le procès de Désiré Munyaneza.

Ils envoient en pâture à Kagame des innocents comme Léon [Mugesera](#), qui croupit aujourd'hui dans une geôle de Kigali, après avoir dû abandonner au Québec sa femme et ses enfants. Nombreux sont les Hutus qui ont été harcelés par Ottawa ou qui le sont encore, sur la foi des mensonges propagés par le FPR à l'aide de ses syndicats de délateurs affabulateurs.

Mais, au-delà de toutes ces magouilles des serviteurs empressés de Kagame, une forfaiture nous montre que l'hypocrite gouvernement d'Ottawa ne s'intéresse que superficiellement aux droits de la personne, à la justice, aux victimes de crime et à la sécurité des citoyens canadiens : son mutisme absolu concernant les assassinats, par le FPR, des prêtres québécois [Claude Simard et Guy Pinard](#), en 1994 et 1997.

Ottawa n'a jamais levé le petit doigt pour que les responsables soient traduits devant la justice. Tout pour plaire à Kagame, conformément, bien sûr, aux ordres qui viennent de Washington.

À l'instar des Hutus traqués et accusés collectivement d'être des génocidaires par une bande de menteurs et d'assassins, les familles des pères Simard et Pinard n'ont pas le droit de faire entièrement leur deuil. Elles n'ont pas le droit à la justice. Elles doivent comprendre que les assassins de Claude Simard et Guy Pinard sont les protégés d'Ottawa, donc qu'ils ont la permission de continuer de tuer en toute liberté.

Si je vivais au Rwanda, le présent article me vaudrait soit d'être exécuté sommairement, soit d'être emprisonné pendant 8 ou 15 ans, comme l'opposante Victoire Ingabire, peut-être même pendant plus longtemps. Pourquoi ? Parce que je serais coupable d'avoir contesté les vérités officielles. Je serais coupable du délit de refus de se prosterner devant le chantage des supposés survivants qui s'arrogent l'exclusivité des larmes de la communauté internationale, sous prétexte qu'ils ont subi le crime suprême de génocide. Ce crime devrait effacer tous les autres, qui ne méritent même pas qu'on s'y arrête. Sa seule évocation devrait suffire pour nous rendre sourds, muets et aveugles et même pour nous faire perdre tout esprit critique et tout sens moral.

[Rwanda's Untold Story Documentary](#) from [RDI-Rwanda Rwiza](#) on [Vimeo](#).

« *Rwanda's Untold Story* », le documentaire de la BBC qui dit la vérité pour la première fois dans les médias de masse, après plus de 20 ans de mensonges. Une réalisation de Jane Corbin diffusée seulement au Royaume-Uni le 1er octobre 2014, à l'émission *Panorama*, puis rediffusée le 2 octobre à l'émission *This World*. À voir absolument.